

Proche-Orient, modèle 2006

Cette année a été celle de la violence, de la déstabilisation et du terrorisme : une coopération entre la communauté internationale et le monde arabe changerait la situation.

Samuel Hadas

Le Proche-Orient, harcelé par les conflits et la suspicion pendant des décennies, est au bord de l'euphorie. Une occasion sans précédents se dessine pour progresser de façon décidée vers la paix dans cette région ». Tels sont, en juillet 1999, les propres paroles de l'ancien secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Henry Kissinger. Depuis lors, le Proche-Orient a été « au bord de l'euphorie » encore et encore. Mais la fenêtre de l'opportunité, souvent ouverte à force de grands efforts, s'est autant de fois refermée brutalement. Pour résumer l'année qui s'achève, nous pourrions dire, comme un rigolo, qu'elle a été pire que la précédente, mais qu'elle sera probablement meilleure que la prochaine.

Au début de l'année 2006, beaucoup avaient lancé des présages d'ouverture dans la région, et d'un climat de changement. Mais le Proche-Orient nous a très souvent démontré que la plupart des prévisions d'experts ne sont que des *wishful thinkings*. Le Proche-Orient a presque toujours déçu les futuristes : tout au long de son histoire, les imprévus ont toujours été une constante.

Evidemment, 2006 a été une année peu miséricordieuse pour un Proche-Orient plongé dans les guerres et conflits depuis des temps immémoriaux. « La région affronte sa plus grande crise depuis des années, en raison de la guerre au Liban et de la violence croissante dans les territoires (palestiniens) occupés » a déclaré le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, lors de la réunion ministérielle FOROMED d'Alicante (octobre 2006).

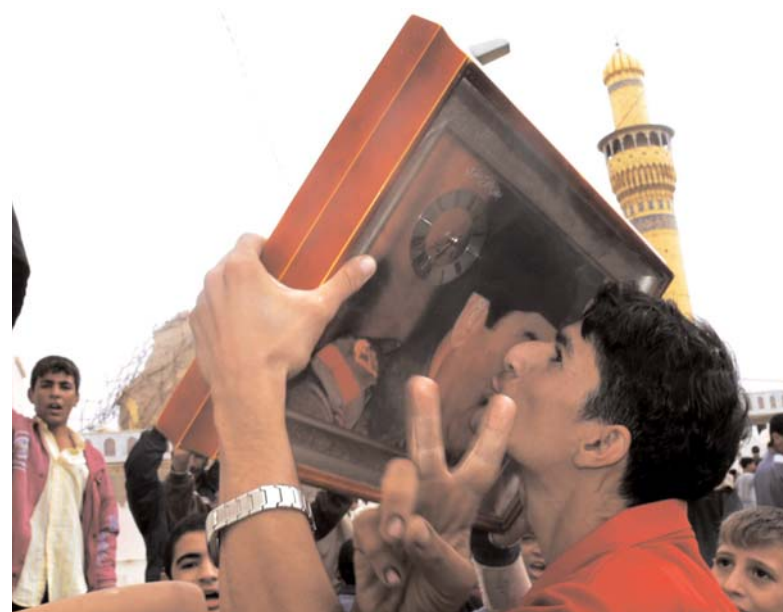
Le régime théocratique de Téhéran a poursuivi sa course à l'armement nucléaire et l'implantation de son projet d'hégémonie régionale sans que la communauté internationale ne parvienne à l'arrêter. La crise iraquienne est non seulement loin de se terminer, mais encore la violence menace-t-elle de déboucher sur une guerre civile. La guerre en Irak a été politiquement coûteuse pour les USA, et a approfondi le sentiment d'animosité du monde arabe envers leur politique. Le conflit israélo-palestinien a atteint un nouveau stade de violence : Gaza est en feu, et les affrontements internes peuvent déboucher sur une guerre civile, tandis

que les israéliens et les palestiniens se trouvent au bord d'une troisième *intifada*. Le Liban vient de subir une guerre qui n'était pas la sienne et dont les conséquences, internes et externes, sont encore en phase de gestation. La Syrie sert toujours de sanctuaire aux organisations terroristes, et son territoire est le lieu de passage des terroristes qui se rendent en Irak et contribuent à déstabiliser le pays. A Darfour, au Soudan, le génocide systématique de la part du gouvernement se poursuit sans que la communauté internationale ne puisse l'empêcher. Certains pays se sentent menacés par un fondamentalisme religieux de plus en plus militant, cherchant à imposer sa conception de vie à toute la population tandis que la récession économique dans la région s'aggrave. En résumé, 2006 a été l'année de la violence, de la déstabilisation et du terrorisme.

Le chaos iraquien

L'occupation de l'Irak, comme on a pu le lire dans l'hebdomadaire américain *Newsweek*, a été une entreprise massive, mise en œuvre « avec une planification insuffisante et une arrogance excessive ». Alors que le chaos et la violence s'intensifient, les USA sont confrontés à un grave dilemme : l'établissement d'un système démocratique pourrait exiger un séjour prolongé de ses forces armées. Mais plus leur présence se prolonge, plus l'antagonisme de la population augmente. Avant la guerre, les néo-conservateurs de l'administration du président George W. Bush pensaient qu'une fois destitué le dictateur iraquien, leur politique stabiliserait l'Irak de l'après-guerre et que le pays se transformerait rapidement en une démocratie modèle dans la région, mais ils n'ont aujourd'hui que très peu – voire aucun – espoir de voir cela se produire dans un futur prévisible. L'invasion de l'Irak est un véritable échec, affirme Hans Blix, ancien chef de l'équipe des inspecteurs de l'ONU en Irak. Il ajoute même que la situation est aujourd'hui pire que celle qui existait sous la dictature de Saddam Husein. Il est évident que si Washington retirait ses forces militaires d'Irak, elle laisserait le pays au bord

Samuel Hadas, analyste, diplomate, fut le premier ambassadeur d'Israël en Espagne et auprès du Saint-Siège.



L'Iran et son programme nucléaire, le conflit israélo-arabe, la guerre entre Israël et le Hezbollah libanais, le chaos iraquien, sont quelques-uns des problèmes qui tourmentent le Proche-Orient. / AFP

de la guerre civile, mais si elle ne le faisait pas, elle pourrait difficilement contribuer à sa stabilisation.

Quoi qu'en dise le président Bush, la question n'est pas de savoir si les USA peuvent vaincre en Irak. La seule interrogation, selon l'éditorial du *New York Times*, est de savoir si les USA peuvent partir sans laisser derrière eux une guerre civile interminable, semant le chaos et la souffrance dans tout le Proche-Orient et le terrorisme dans d'autres régions du monde.

Le printemps libanais

Au Liban, l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafiq El Hariri en 2005, constitua un révélateur de la politique libanaise qui culmina par l'évacuation des forces militaires syriennes du pays : le gouvernement de Bashar Assad ne pouvait plus ignorer la pression internationale croissante pour mettre fin à une occupation qui se prolongeait depuis pratiquement trois décennies.

Cet été, la guerre entre Israël et le Hezbollah a de nouveau démontré, si besoin était, que le territoire libanais servait toujours d'instrument aux gouvernements étrangers, en particulier l'Iran et la Syrie, pour mener à bien leurs aspirations hégémoniques dans la région, et cette fois-ci concrètement à travers l'instrumentalisation de l'organisation fondamentaliste radicale libanaise. La guerre du Liban a également démontré les conflits d'intérêts existant au sein du monde arabe. Et si le peuple arabe a réagi avec une certaine hostilité contre Israël, certains de ses gouvernements ont exprimé des réserves sur l'action du Hezbollah et ses protecteurs.

S'il parvenait à sortir de sa situation actuelle, le Liban pourrait jouer un rôle essentiel dans la recherche d'une solution arabe de modernité, en vue d'échapper au cycle stérile de régressions et de fuites en avant dans lequel est aujourd'hui plongé le monde arabe, écrit Samir Frangie, analyste politique libanais. Mais le Liban, tourmenté par ceux qui cherchent à tirer profit d'une telle situation, en est bien loin. Tout au moins, tant que

la communauté internationale ne sera pas capable de l'aider à acquérir sa pleine souveraineté.

Palestiniens et israéliens

En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, il est évident que le statu quo n'est pas une solution ; mais à chaque fois qu'une nouvelle lueur se dessine à travers la fenêtre de l'opportunité, ce n'est pas la brise d'espoir que d'aucuns laissent présager qui souffle, mais plutôt les violentes rafales de la guerre, qui finissent par la refermer brutalement. Pour l'instant, il y a bien peu à attendre, si ce n'est la poursuite de l'impalpable spirale de violence et la létale équation terrorisme-représailles.

La cause de cette situation interne palestinienne, de plus en plus grave, est le refus du Hamas d'abandonner la « lutte armée » ainsi que sa conviction de ne pas se sentir obligé de respecter les accords avec Israël, en rejetant de façon réitérée les initiatives de mise en place d'un gouvernement d'unité nationale qui négocierait avec Israël. Le Hamas est très loin de renoncer à ses principes religieux, selon lesquels les terres sacrées sur lesquelles s'est implanté l'Etat d'Israël ne sauraient être cédées par l'Islam.

Pour le journaliste palestinien Daoud Kuttab, aussi bien Al Fatah que le Hamas sont les responsables du chaos et de l'anarchie régnant au sein de la société palestinienne. Les palestiniens, affirme-t-il, traversent leur pire moment, et il est essentiel de compter sur une « vision d'Etat », de courage et de leadership si l'on veut lutter contre l'actuel processus d'autodestruction des palestiniens. Malgré les souffrances causées à sa propre population, malgré la fragilité de l'Autorité nationale palestinienne, malgré l'interruption de l'aide financière internationale et malgré le versement de sang incessant, le Hamas n'a d'autre objectif que la « résistance » et la non reconnaissance d'Israël, ce qui ferme ainsi les portes à tout accord éventuel avec Israël et repousse à l'infini l'établissement d'un Etat palestinien.

Et en Israël ? Le gouvernement du premier ministre Ehud Olmert fête à peine ses six mois d'existence. Ceux qui tentent toujours de cacher que la guerre au Liban a été un échec ne sont plus nombreux. Mais l'action du gouvernement pendant la guerre s'estompe devant sa négligence au cours de l'après-guerre, comme le souligne l'analyste israélien Ari Shavit, du quotidien *Haaretz*.

Le programme politique qui permit son accession au pouvoir à l'issue des élections de mars 2006 a été gommé par la guerre avec le Hezbollah. Le plan de « convergence », qui inclurait de nouveaux retraits unilatéraux des territoires occupés de Cisjordanie en cas d'impossibilité de négocier un accord bilatéral avec les palestiniens, a été archivé. Personne ne sait trop bien aujourd'hui où en est sa politique de résolution du conflit avec les voisins arabes. Le plus inquiétant de la situation in-

terne israélienne est qu'à l'issue de la guerre au Liban, son gouvernement se retrouve sans programme politique. Sa continuité politique, face à la pression d'une opinion publique israélienne de plus en plus critique, est son principal souci. L'incorporation au sein du gouvernement du leader d'un parti ultranationaliste, Abigdor Liberman, n'aidera pas à améliorer l'image du gouvernement auprès de l'opinion internationale.

En Israël, beaucoup sont convaincus que le pays devra relever de sérieux défis dans un futur assez proche. La situation interne palestinienne et l'escalade de la violence des organisations terroristes, la contrebande massive d'armes à Gaza, et les représailles israéliennes qui s'en suivent, génèrent une grande préoccupation dans ce pays. Une détérioration au sud du Liban, par exemple, pourrait provoquer de nouveaux incidents. Mais le principal souci reste l'Iran, dont le président, Mahmoud Ahmadinejad, déclare jour après jour qu'Israël « doit être rayé de la carte ». Le régime théocratique de Téhéran est considéré comme une véritable menace à la survie même du pays.

Iran

Les démentis des autorités iraniennes déclarant que leur programme nucléaire ne poursuit aucun objectif militaire laissent les experts parfaitement incrédules. L'Iran montre clairement des indices de sa volonté de produire les éléments essentiels pour la fabrication d'armes nucléaires. La solution diplomatique à travers laquelle la communauté internationale tente de stopper la course à l'armement nucléaire iranien se situe à un instant crucial. Jusqu'à présent, les efforts des USA et de l'Union européenne (UE) sont restés vains, entre autres à cause de l'attitude opportuniste de la Russie et de la Chine. L'Iran continuera en outre à menacer la stabilité de la région. Ses ambitions ne s'arrêtent pas là. L'Iran continuera d'essayer d'exporter sa révolution, en soutenant des groupes armés radicaux comme le Hezbollah et le Hamas, voire même en exploitant la disparité religieuse au sein de certains pays arabes comme l'Irak et le Liban. Si la communauté internationale veut lutter efficacement contre les ambitions nucléaires militaires de l'Iran, elle doit immédiatement abandonner cette pratique qui consiste à attendre de voir réagir son régime, et cesser de lui donner de nouvelles chances de démontrer son habileté négociatrice, ne pouvant que l'entraîner vers une voie diplomatique qui ne mène nulle part.

Syrie

Le gouvernement syrien a instrumentalisé le Hezbollah libanais. Ses services de sécurité soutiennent en leur offrant un sanctuaire, de l'argent et des armes, les organisations terroristes palestiniennes qui veulent empêcher la paix avec Israël. Il reste à sup-

poser que bien qu'étant sur la défensive à l'échelon international, le gouvernement syrien ne devra pas lésiner sur les moyens pour tenter, en intimidant les hommes politiques libanais afin qu'ils servent ses propres intérêts, de recouvrer son influence au Liban, en tentant même de déstabiliser, si nécessaire, la politique libanaise afin de récupérer une position perdue de « facteur stabilisateur » dans ce pays. Le président Bashar Assad devra encore rendre des comptes à la communauté internationale sur son intervention au Liban et sur la probable participation de son régime à l'assassinat de Hariri.

Et maintenant ?

Le panorama ne saurait être plus désolant. Les obstacles qui jonchent le chemin de la stabilité et des relations pacifiques au Proche-Orient semblent infranchissables : la résistance iraquienne, alimentée depuis l'extérieur par un ennemi « invisible », le terrorisme islamique de l'école d'Oussama ben Laden, ne cède pas ; le conflit palestinien n'a pas l'air de vouloir se résoudre dans un avenir proche, et menace au contraire de se compliquer davantage : par ses irréductibles positions, le fondamentalisme radical palestinien empêche, à l'instar des secteurs ultranationalistes israéliens, la reprise du processus de paix ; la Syrie continue à offrir un sanctuaire aux groupes palestiniens les plus radicaux, ennemis de la paix avec Israël, tandis qu'elle menace de récupérer le plateau du Golan « en employant les méthodes du Hezbollah », voire même à travers une guerre ouverte ; le génocide au Soudan se poursuit. Les ambitions nucléaires de l'Iran pourraient créer une réaction en chaîne, avec des pays comme l'Egypte, Arabie Saoudite et la Turquie qui cherchent à maintenir l'équilibre par l'acquisition d'armes nucléaires. Le terrorisme aux racines fondamentalistes reste l'un des graves problèmes du Proche-Orient : la religion est profondément ancrée dans la politique et la culture des peuples de la région, et constitue une composante vitale de l'espace méditerranéen, au sein duquel le terrorisme stimulé par ceux qui instrumentalisent la religion est devenu un acteur singulier.

L'époque où le Proche-Orient était simplement considéré comme le principal réservoir de pétrole ou les arènes du conflit israélo-arabe est révolue, écrit Mohamed Sid Ahmed dans le journal égyptien *Al-Ahram*, en ajoutant que si ses problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels ne sont pas résolus, nous serons témoins de cataclysmes susceptibles de nuire à la stabilité de la région mais aussi du monde « globalisé ». D'après Thomas L. Friedman, l'un des analystes les plus éminents du *New York Times* et son correspondant dans la région pendant de longues années, le monde doit comprendre que les petites fleurs de la démocratie plantées au Liban, en Irak et dans les territoi-

res palestiniens sont foulées par les bottes des milices islamiques appuyées par la Syrie, cherchant à tout prix à éviter que la véritable démocratie ne s'installe dans la région, et celles des milices islamiques appuyées par l'Iran, cherchant à tout prix à éviter que ne s'installe le modernisme.

L'instabilité et les guerres au Proche-Orient ne sauraient être éliminées par la force. Pas plus qu'elles ne sauraient être résolues par les pays de la région. L'établissement d'un mécanisme de coopération économique et politique, comptant sur la participation active de la communauté internationale, et surtout du Quartette formé par les USA, l'UE, l'ONU et la Russie, pourrait contribuer à modifier substantiellement la situation. « L'Europe, écrit Benita Ferrero-Waldner, commissaire aux Relations extérieures et à la politique de bon voisinage européen de l'UE, doit faire tout son possible pour que toutes les parties participent aux négociations ». Mais l'attitude de la communauté internationale reste ambiguë, et pour l'instant, il semblerait qu'elle ne possède aucune véritable intention de chercher des solutions négociées aux grands conflits de la région. Les USA et l'UE ont à l'heure actuelle d'autres priorités et maux de tête. Les fissures observées entre les deux partenaires transatlantiques et le démarcage opportuniste de la Russie du Quartette ne contribue en rien à leur faciliter un rôle constructif.

Le monde arabe pourrait également jouer un rôle important. Des pays comme l'Egypte, l'Arabie Saoudite, la Jordanie, les pays du Golfe, qui n'ignorent pas le danger que représentent l'Iran et les organisations radicales extrémistes, devraient s'impliquer davantage dans la recherche de solutions pacifiques aux problèmes les plus urgents de la région.

L'Europe, qui n'est aujourd'hui que le wagon de queue de la diplomatie américaine, aspire à jouer un rôle plus actif dans la région. Pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire de compter sur une convergence entre les politiques des USA et de l'UE. L'administration Bush devrait modifier sa politique afin de reconduire les perceptions du monde arabe sur une politique que ce dernier considère injuste et qui a créé un antagonisme, même dans les sociétés de pays arabes alliés. Une véritable contribution à la paix au Proche-Orient exige de la part des USA, comme le déclare James A. Baker III, ancien secrétaire d'Etat, que le pays promeuve activement la reprise des négociations, et ce, dès aujourd'hui. La conflictualité croissante au Proche-Orient représente pour la communauté internationale un véritable défi, qu'il lui faudra relever si elle veut éviter davantage de tensions et de nouvelles guerres. ■